

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Aide aux pays pauvres : Enda Tiers-Monde dénonce la mauvaise foi de l'OCDE

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 13 septembre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

L ONG Enda Tiers-Monde dénonce, dans son rapport 2007, la manière dont les pays riches conçoivent l aide publique au développement (APD), accusant l Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d être de mauvaise foi sur ce plan

Dakar, 12 sept (APS) "La mauvaise foi des pays de l OCDE (une trentaine de pays les plus riches du monde) les pousse jusqu à comptabiliser dans l aide publique au développement un assemblage hétéroclite de divers coûts liés à la coopération technique, les allègements de dette, les bourses d études, l accueil des demandeurs d asile", dénonce **Enda Tiers-Monde** dans cette publication reçue à l APS.

A titre d exemple, indique l ONG basée à Dakar, "les Etats-Unis vont même jusqu à (inclure dans) l aide publique au développement des dépenses liées à ce qu ils appellent la lutte contre le terrorisme en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, etc., et d autres pays du Nord y (incluent) le coût de leur participation à des opérations de maintien de la paix."

"Ce faisant, comble de l absurde, même des dépenses militaires sont comptabilisées dans l aide publique au développement", se désolent les auteurs du rapport intitulé : "Le défi de la relance institutionnelle et politique".

Pour l ONG, doivent être "désignées sous cette appellation d aide publique au développement les dons ou les prêts octroyés à des conditions financières "privilégiées", accordés par certains organismes publics de l OCDE réunis dans le cadre du Comité d aide publique au développement."

Suivant cette définition de l APD, "il suffit qu un prêt soit consenti à un Etat à un taux jugé inférieur à celui des marchés financiers pour qu il entre dans ce cadre", mentionne le document. Il relève que "les migrants des pays pauvres ont été largement plus généreux que les gouvernements des pays les plus industrialisés du monde."

Les Nations unies ont demandé aux pays industrialisés d allouer chaque année 0,7% de leur produit intérieur brut (PIB) aux gouvernements des pays pauvres, à titre d APD. Seuls quelques pays d Europe du nord dont le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède respectent cette recommandation de l ONU.

"La première cause de l inefficacité de l aide publique au développement, c est que l engagement pris par les pays membres de l OCDE à y consacrer 0,7% de leur PIB n a jamais été respecté", fait observer le rapport.

"La seconde cause", indique-t-il, "c est que son octroi, dans le contexte subsaharien tout au moins, est toujours conditionné à un certain nombre de préalables touchant aux efforts fournis par les Etats dans la réduction du déficit public, la privatisation des entreprises publiques, la réduction des protections douanières, la suppression du contrôle sur les mouvements de capitaux, etc.

A ces conditionnalités, les institutions multilatérales (BM et FMI) et les Etats pourvoyeurs d APD ont ajouté, depuis quelques années, l application de la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté et "plus curieusement" la signature des **APE** (accords de partenariat économique), indique Enda Tiers-Monde, présent dans une vingtaine de pays d Europe et d Afrique surtout.

"Depuis plusieurs années déjà, l aide publique au développement n a pas progressé, les flux d investissement étrangers ont dramatiquement chuté, les flux bancaires et les flux publics bilatéraux sont devenus négatifs depuis 2002", lit-on dans le texte.

ESF/AD